

*RENDEZ-VOUS CSQ DE L'ÉDUCATION
DANS LA RÉGION DES LAURENTIDES*

Portrait statistique des
enjeux éducatifs de la région

Le Rendez-vous CSQ de l'éducation dans la région des Laurentides est une initiative de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) en collaboration avec ses organismes affiliés de la région.



PRÉSENTATION

La Centrale des syndicats du Québec (CSQ) a entrepris, l'année dernière, une de ses plus importantes campagnes pour la défense et la promotion de l'éducation publique de la dernière décennie¹.

Les faits indiquent clairement que les conditions d'apprentissage des jeunes et des adultes en formation ainsi que les conditions d'exercice du personnel de l'éducation se dégradent. Il est nécessaire de renverser la vapeur afin de permettre au plus grand nombre de cheminer vers la réussite et au personnel de travailler dans des conditions favorables. C'est, nous semble-t-il, le souhait de la très grande majorité de la population.

C'est à cet appel que le Rendez-vous CSQ² de l'éducation des Laurentides veut répondre. Sous le thème « Une éducation de qualité, un devoir de société », cette rencontre vise à échanger sur des stratégies et des moyens pour assurer une éducation de qualité juste et égalitaire pour tous les jeunes et les adultes en formation.

Il faut faire le pari de l'équité en éducation afin d'assurer la réussite du plus grand nombre, de la petite enfance jusqu'aux études supérieures.

Nous pensons qu'il faut faire le pari de l'équité en éducation afin d'assurer la réussite du plus grand nombre, de la petite enfance jusqu'aux études supérieures. Pour ce faire, il est indispensable que le personnel de l'éducation puisse disposer des ressources et des moyens afin d'accomplir sa mission au quotidien.

Comme citoyennes et citoyens, comme parents, comme membres de la communauté, comme intervenantes et intervenants dans les établissements d'enseignement, nous avons le devoir de nous battre, de tenter de changer les choses au bénéfice de tous les jeunes et les adultes en formation souhaitant apprendre et réussir. C'est une lutte difficile à mener, mais nécessaire afin d'améliorer le sort des jeunes et des adultes en formation ainsi que celui du personnel de l'éducation.



Notes :

1. Cette campagne a débuté en 2006-2007 et se terminera en 2008-2009.
2. La CSQ organise onze Rendez-vous dans les régions du Québec.

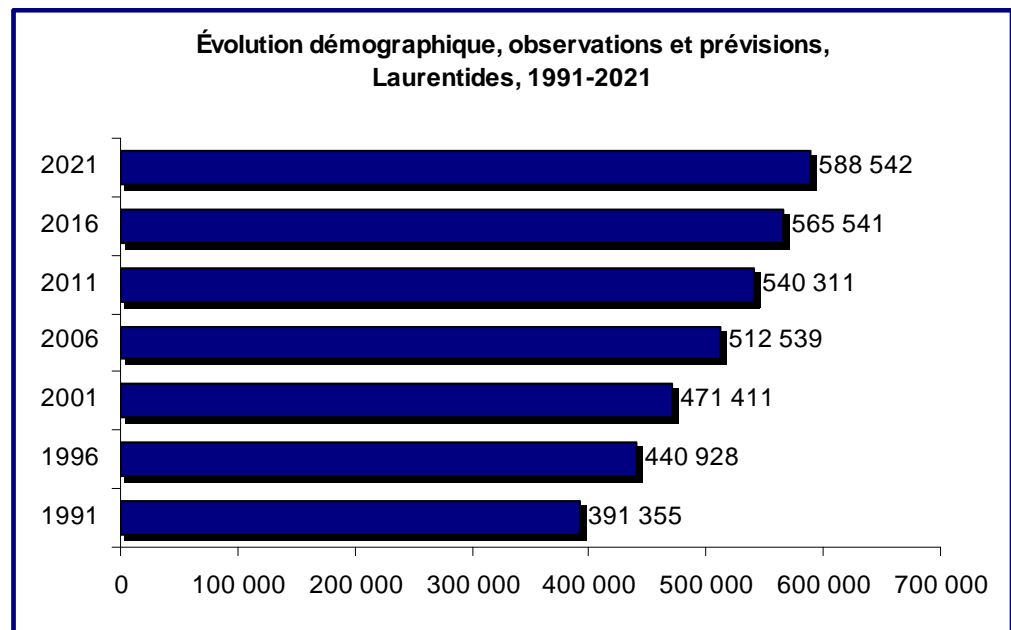
1. LES FAITS SAILLANTS

- Parmi les régions en croissance démographique, les Laurentides connaîtront la plus forte des croissances anticipées. L'Institut de la statistique du Québec (ISQ) prévoit une croissance de la population de l'ordre de 29 % pour la période 2001-2026. Ce taux représente 126 000 habitants de plus dans la région au cours de cette période de 25 ans.
- Les Laurentides constituent la 4^e région la plus peuplée du Québec. Seules les régions de Montréal, de la Montérégie et de la Capitale-Nationale ont une population supérieure.
- Malgré la hausse récente des naissances, l'augmentation de la population s'accompagne également du vieillissement de celle-ci.
- L'effectif scolaire sera touché par la hausse de la population et par son vieillissement. De fait, l'effectif du primaire et du secondaire diminuera jusqu'en 2014, avant d'amorcer une croissance jusqu'en 2020. Pour sa part, le préscolaire connaîtra une croissance continue jusqu'en 2020.
- Le collégial connaîtra aussi une croissance de l'effectif, mais jusqu'en 2011. À partir de ce moment, une lente décroissance s'amorcera jusqu'en 2015. Le secteur préuniversitaire connaîtra une croissance plus rapide que le secteur technique.
- Compte tenu de sa population et de sa superficie, la région est plutôt mal desservie avec seulement cinq centres d'éducation des adultes.
- La même dynamique est présente au postsecondaire. On ne retrouve que deux cégeps et aucune université pour une population de plus d'un demi-million d'habitants. Il existe une faible diversité de l'offre éducative.
- Le taux de diplomation et le décrochage constituent les principaux défis des Laurentides. Le taux de diplomation avant 20 ans est, bon an mal an, d'environ 10 points de pourcentage en dessous de la moyenne québécoise. Pire, ce taux chute depuis 2000 (62,4 % en 2000 ; 59,5 % en 2006).
- Au chapitre du taux de diplomation, les Laurentides se classent 16^{es} sur les 17 régions du Québec. Seule la région du Nord-du-Québec fait pire.
- La région affiche également un taux de décrochage constamment supérieur à la moyenne québécoise. Toutefois, ce taux tend à diminuer depuis 2001 et l'écart entre le taux de la région et celui de l'ensemble du Québec diminue.

2. LES ENJEUX DÉMOGRAPHIQUES

La région des Laurentides comptait 512 539 habitants en 2007 selon les données provisoires du dernier recensement de Statistique Canada (2006). Comme en fait foi le graphique 1, la population de la région est en constante augmentation depuis une quinzaine d'années et une croissance soutenue est prévue jusqu'en 2026. La région ne comptait que 326 655 habitants en 1986, soit 36 % de moins qu'à l'heure actuelle. Seules les régions de la Montérégie, de Montréal et de la Capitale-Nationale avaient une population supérieure à celle des Laurentides.

GRAPHIQUE 1



Source : Institut de la statistique du Québec. Compilation CSQ.

En 2006, la région regroupait 6,8 % de la population québécoise, ce qui représente une nette augmentation par rapport aux 4,9 % que représentaient les habitants de la région en 1986. Les Laurentides font partie du groupe de sept régions du sud du Québec qui connaîtront, selon les prévisions, une croissance de leur population.

Plus forte croissance de la population

Parmi ce groupe de régions en croissance démographique, les Laurentides connaîtront la plus forte des croissances anticipées. L'Institut de la statistique du Québec (ISQ) prévoit une croissance de la population de l'ordre de 29 % pour la période 2001-2026. Ce taux représente 126 000 habitants de plus dans la région au cours de cette période de 25 ans. Comme dans le reste des régions en croissance démographique, l'augmentation de la population résulte davantage de l'accroissement migratoire (externe et interne) plutôt que de l'accroissement naturel. De fait, l'accroissement migratoire contribuera à

Les Laurentides constituent la région du Québec qui connaîtra la plus forte croissance démographique au cours des 20 prochaines années.

l'arrivée de 98 000 nouveaux arrivants alors que l'accroissement naturel ne permettra que l'ajout de 38 000 nouveaux habitants.

La décroissance de la population est principalement la conséquence de soldes migratoires internes déficitaires. Ainsi, avec un solde migratoire nul, la décroissance ne serait que de l'ordre de 3 %.

Hausse récente des naissances

Toutefois, le taux de natalité est, depuis peu, en hausse dans les Laurentides. Alors que l'indice de fécondité est en baisse constante depuis 1991 et qu'il se situait à 1,64 enfant par femme en 2005, l'indice est remonté pour une première fois depuis 15 ans pour s'établir à 1,82 en 2006. L'indice de fécondité est également supérieur à la moyenne québécoise qui se situait à 1,62 en 2006.

Alors que le nombre de naissances annuelles stagnait autour de 5 050 par année depuis 2001, leur nombre a fortement augmenté pour atteindre 5 695 en 2006. Tout porte à croire que les chiffres de 2007 iront dans le sens de ceux de 2006, mais attendons de les connaître avant de pouvoir qualifier la situation de tendancielle.

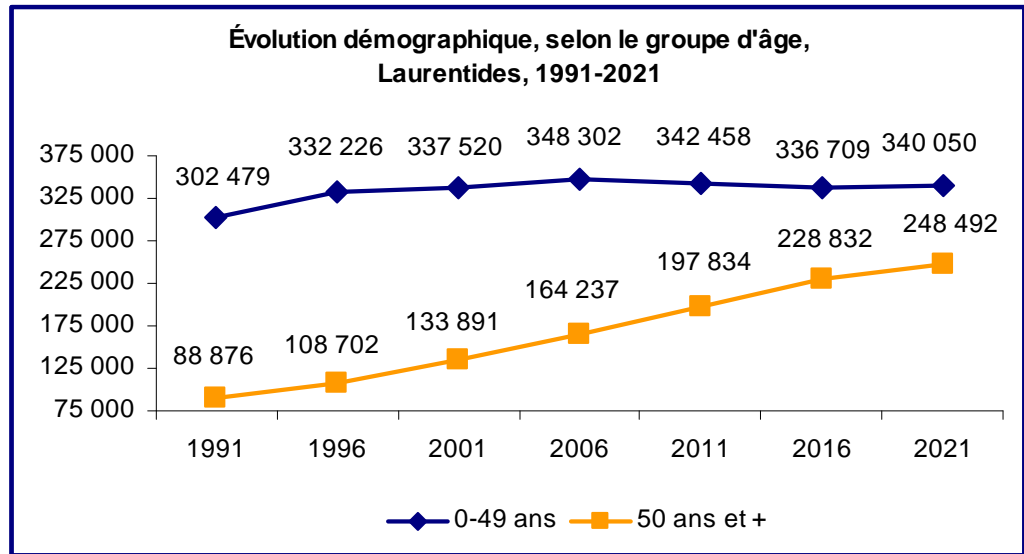
Vieillessement de la population

L'augmentation de la population des Laurentides s'accompagne toutefois du vieillissement de celle-ci. Alors que les jeunes de moins de 20 ans représentaient 26,4 % de la population régionale en 2001, ils ne représenteront plus que 20,6 % de la population en 2026. Le graphique 2 exprime bien cette tendance. Le groupe des 0-49 ans continue à augmenter, mais à un rythme moindre que celui du groupe des 50 ans et plus. En effet, le nombre de personnes ayant 50 ans et plus doublera presque en l'espace de 25 ans, passant ainsi de 133 891 habitants en 2001 à 248 492 habitants en 2026.

Note :

1. Notons que l'indice de renouvellement naturel de la population se situe à 2,1 enfants par femme.

GRAPHIQUE 2



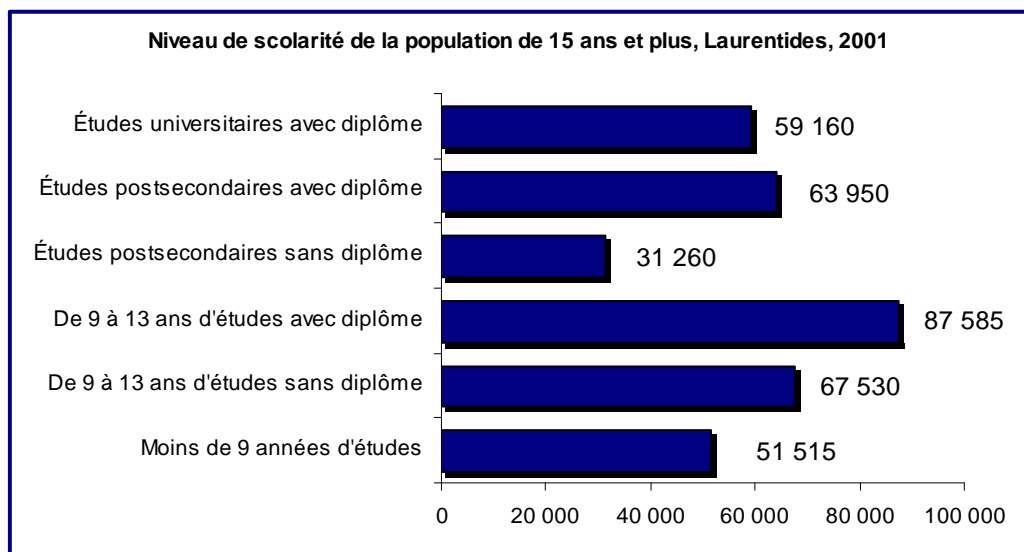
Source : Institut de la statistique du Québec. Compilation CSQ.

Niveau de scolarité de la population

Sur la base des données du recensement de 2001, on observe que sur les 471 411 personnes de 15 ans et plus de la région des Laurentides, 25,3 % ne possèdent pas de diplôme d'études secondaires, soit 119 045 personnes, ce qui est en dessous de la moyenne québécoise qui se situe à 31,7 %. Sur les 119 045 personnes qui n'ont pas de diplôme, 43 % ont moins de neuf années d'études, soit 51 515 personnes. Par ailleurs, 26,1 % de la population possède un diplôme d'études collégiales ou universitaires, soit 123 110 personnes.



GRAPHIQUE 3



Source : MELS. Portrait statistique régional de l'éducation (2006). Compilation CSQ.

Le bassin des personnes potentiellement scolarisables en formation générale des adultes est important. À première vue, cinq centres d'éducation des adultes apparaissent peu pour desservir l'étendue de la région et le nombre important d'adultes scolarisables. Avec ses cinq centres d'éducation des adultes, la région des Laurentides scolarisait autour de 5 500 personnes par année entre 2000 et 2005.

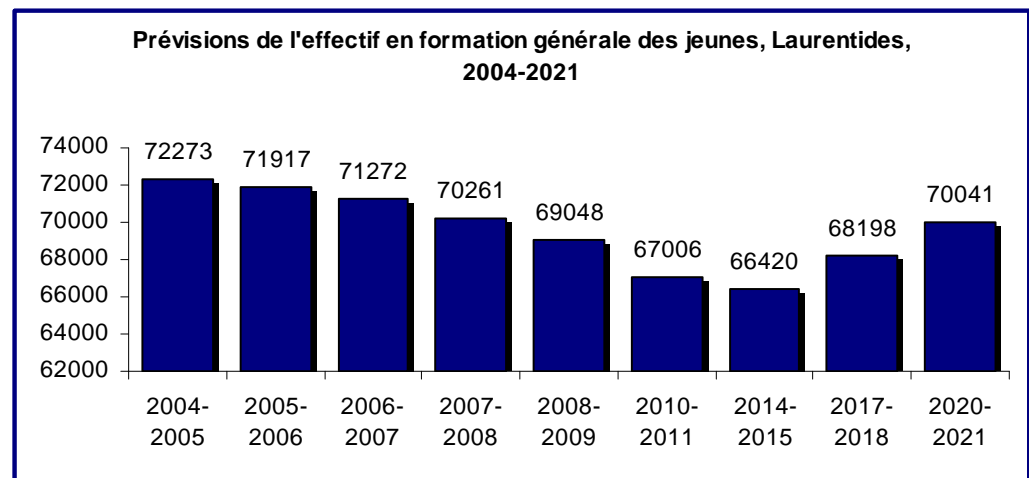
La région des Laurentides ne comporte que cinq centres d'éducation des adultes pour desservir un bassin potentiel de 119 045 personnes scolarisables.

La faible scolarité des personnes les désavantage généralement sur le marché du travail : elles sont plus susceptibles de chômer et de le faire plus souvent.

Impact sur l'effectif scolaire

Bien que la population totale de la région soit en croissance, le vieillissement de la population aura un impact direct sur le nombre de jeunes susceptibles de fréquenter les établissements d'enseignement de la région. Comme en fait foi le graphique 4, en 2004-2005, 72 273 jeunes de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et secondaire, tant au public qu'au privé, fréquentaient les établissements d'enseignement des Laurentides. Les estimations du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) indiquent qu'un déclin de l'effectif scolaire est déjà amorcé. La région perdra environ 1 000 jeunes par année de 2006 à 2010. La baisse annuelle diminuera à environ une centaine de jeunes entre 2010 et 2014. À partir de cette date, on anticipe un retour à la croissance de l'effectif en formation générale des jeunes jusqu'en 2020. À ce moment, l'effectif scolaire se chiffrera à 70 041, soit 2 232 jeunes de moins qu'en 2004-2005.

GRAPHIQUE 4

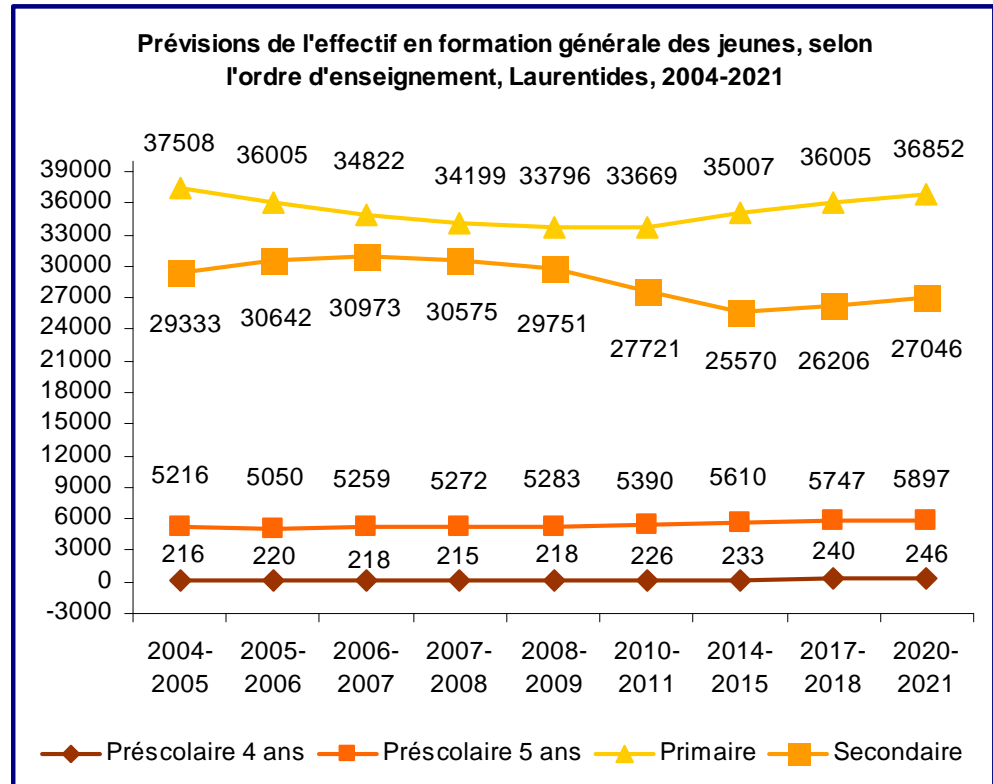


Source : MELS. Portrait statistique régional de l'éducation (2006). Compilation CSQ.

Le graphique 5 permet de comprendre les variations de l'effectif en formation générale, selon l'ordre d'enseignement. On constate que l'effectif du primaire est en baisse depuis 2004 alors que celui du secondaire ne connaît cette baisse que depuis 2006. Après une décennie de décroissance anticipée, les

deux ordres d'enseignement amorceront à nouveau une croissance de leur effectif à partir de 2014. Cette croissance se poursuivra jusqu'en 2020. Le préscolaire n'affiche pas les mêmes tendances prévisionnelles que le primaire et le secondaire. En effet, on prévoit une hausse continue de l'effectif du préscolaire 4 ans et 5 ans jusqu'en 2020.

GRAPHIQUE 5



Source : MELS. Portrait statistique régional de l'éducation (2006). Compilation CSQ.

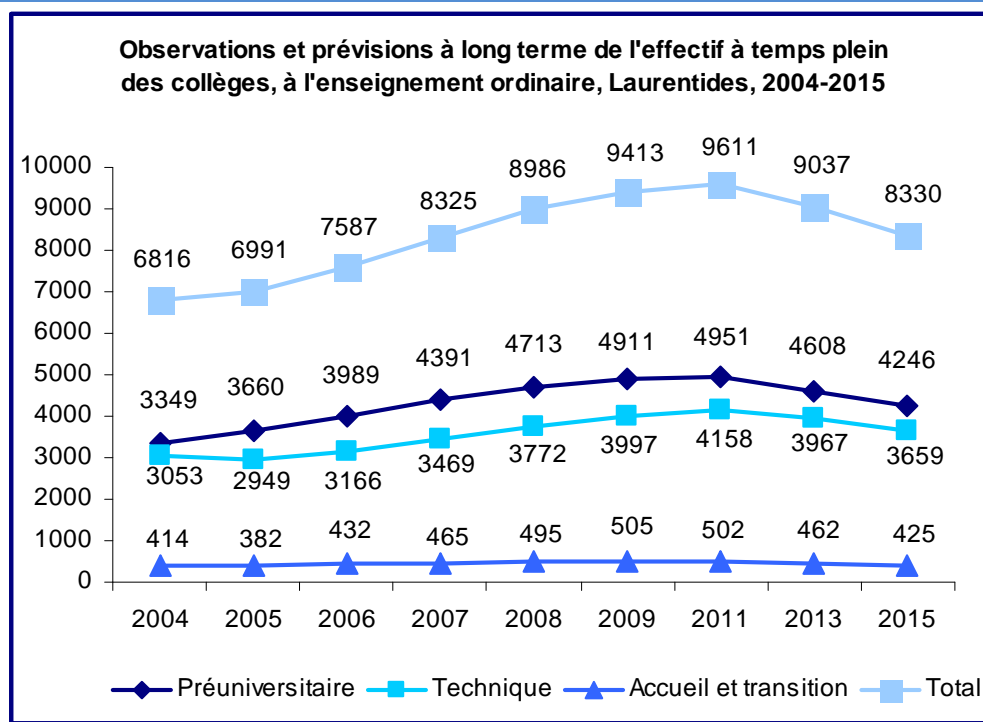
Le secteur collégial connaîtra une hausse de son effectif

Le secteur collégial affiche des prévisions différentes de celles du secteur scolaire. Ainsi, comme l'indique le graphique 6, le déclin de l'effectif touchera également le réseau collégial, mais n'est pas encore amorcé. De fait, comme le démontre le graphique 6, l'effectif régional total du collégial devrait connaître une augmentation jusqu'en 2011. À ce moment, l'effectif total amorcera une décroissance jusqu'en 2015. Malgré tout, l'effectif total de 2015 sera supérieur à celui observé en 2006. On prévoit que 8 330 étudiants à temps plein seront inscrits au collégial en 2015 alors qu'ils n'étaient que 7 587 en 2006.

Le sommet sera atteint en 2011 avec 9 611 étudiants inscrits à temps plein. Les secteurs technique, préuniversitaire et de l'accueil et transition connaîtront des rythmes de croissance différents. De fait, le secteur préuniversitaire connaîtra le rythme de croissance le plus rapide avec une augmentation de 21,1 % de son effectif entre 2004 et 2015. Pour sa part, le secteur technique

connaîtra une hausse de son effectif de l'ordre de 16,6 % entre 2004 et 2015. Enfin, il n'y aura que 2,1 % plus d'étudiants dans les programmes d'accueil et transition pour cette même période.

GRAPHIQUE 6



Source : MELS. Système prévisionnel SIPEEC, printemps 2006.

Les deux cégeps de la région des Laurentides connaîtront une hausse de leur effectif autant dans les secteurs technique, préuniversitaire et de l'accueil et transition.

Impacts de la démographie sur les établissements d'enseignement

La baisse ou la hausse de l'effectif scolaire a des répercussions importantes sur le financement des commissions scolaires, puisque le financement est assuré par le nombre d'élèves inscrits dans les écoles. Comme les commissions scolaires font face à d'importants déficits, elles tentent de réduire leurs dépenses par toutes sortes de moyens, notamment par la réduction de l'effectif enseignant.

Les conséquences de cette réduction sont prévisibles puisqu'à effectif réduit, c'est le ratio maître-élèves qui augmente ou, encore, une possibilité d'intégrer les élèves qui sont en classe spéciale dans les classes régulières. Dans les deux cas, ce sont les élèves en difficulté qui écopent le plus.

Les établissements d'enseignement supérieur

Les universités québécoises ne font pas face, à court terme, à un déclin du nombre d'étudiantes et d'étudiants. Le déclin du nombre de jeunes commence toutefois à inquiéter les universités pour l'avenir. La hausse des inscriptions n'a été que de 0,5 % l'automne dernier, soit trois fois moins que l'année précédente.



Selon David Foot, professeur d'économie à l'Université de Toronto spécialiste de la démographie, avec le départ des enfants des baby-boomers, les universités pourraient bientôt se retrouver avec des classes vides. Selon Marie Allard du *Devoir* : « Les prévisions du ministère de l'Éducation lui donnent raison : le secondaire perdra plus de 20 % de son effectif au cours des 10 prochaines années. Cela se répercutera forcément dans les cégeps et les universités. D'autant plus que le pourcentage de jeunes poursuivant des études supérieures va stagner ou même commencer à diminuer, selon M. Foot¹. »

Une approche client néfaste

À cause de cette situation, les cégeps et les universités se déclarent une guerre ouverte afin d'attirer les étudiantes et les étudiants, rebaptisés clientèles, au sein de leur établissement. Au lieu de privilégier une approche misant sur les forces d'un réseau, on assiste à une décentralisation anarchique du milieu postsecondaire québécois. Chacun des établissements essaie par tous les moyens d'attirer les étudiantes et les étudiants chez eux. En plus de recourir à plusieurs méthodes de publicité et de marketing agressives², les institutions, particulièrement les universités, multiplient le nombre de campus à des centaines de kilomètres de distance³. Ainsi, elles s'assurent d'accroître leur territoire et d'attirer de nouveaux étudiants.

La région des Laurentides n'échappe pas à cette tendance. L'Université du Québec en Outaouais (UQO) a récemment annoncé l'ouverture de son nouveau campus de Saint-Jérôme. Le début des travaux est prévu pour septembre 2008, alors que le campus devrait accueillir environ 1 000 étudiants en janvier 2010. Un récent communiqué de presse nous apprenait que la construction de ce campus se fera sous le mode des partenariats public-privé (PPP)⁴. Les mésaventures de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) avec les PPP ne semblent pas avoir perturbé, outre mesure, les administrateurs de l'UQO. Notons que l'UQO offrait déjà de la formation au Centre d'études universitaires des Laurentides (CEUL), dans les locaux du Cégep de Saint-Jérôme.

Par conséquent, la concurrence féroce que se livrent les établissements constitue autant d'énergie et de ressources qui pourraient plutôt être investies dans l'accessibilité aux études, la réussite éducative et la qualité de la formation.

Un véritable réseau collégial

La survie de plusieurs cégeps en région dépend grandement de notre capacité collective à recréer les avantages d'un véritable réseau collégial. De fait, la pérennité de plusieurs établissements collégiaux passe par des initiatives liées à l'esprit d'un réseau collégial : développement de créneaux particuliers, création de paniers régionaux de programmes, projet *Cégeps en réseau*, relance du Comité national d'élaboration des programmes.

Notes :

1. Marie Allard, « La chasse aux étudiants est ouverte », *Le Devoir*, 23 février 2007.
2. Par exemple, l'Université d'Ottawa a dépensé plus de 60 000 \$ pour recouvrir la station de métro Berri-UQAM de publicité.
3. Par exemple, l'Université de Sherbrooke a maintenant un campus à Longueuil et l'Université Laval Iroquois est de plus en plus vers la région de Montréal.
4. UQO, « Trois propositions pour la construction du campus Saint-Jérôme de l'Université du Québec en Outaouais », Communiqué de presse, 11 avril 2008.

Dans la région, les établissements collégiaux ont compris l'importance de miser sur des créneaux particuliers. Par exemple, le Collège Lionel-Groulx a su se spécialiser, entre autres, dans le domaine des arts.

Besoin d'un financement plus important de l'État

Les initiatives susmentionnées ne pourront, à elles seules, régler les problèmes de l'éducation au Québec. D'importantes sommes d'argent devront être investies afin de remettre les réseaux scolaire et postsecondaire québécois sur leurs rails.

Au lieu de privilégier une approche misant sur les forces d'un réseau, on assiste à une décentralisation anarchique du milieu postsecondaire québécois.

En comparant leur capacité financière avec celle des autres établissements analogues du Canada, les universités québécoises ont évalué leur sous-financement annuel chronique à 375 millions de dollars, en 2002. Aujourd'hui, le sous-financement doit dépasser les 400 millions. Cela, sans compter ce qui sera nécessaire pour résorber les déficits accumulés qui dépassent les 400 millions. Cette faiblesse handicape les universités dans l'embauche de nouveaux et de plus nombreux professeurs, ainsi que dans l'achat d'équipements technologiques et de laboratoires avancés.

Au préscolaire, au primaire et au secondaire, les efforts doivent être intensifiés afin d'assurer la réussite scolaire, de réduire le décrochage, d'améliorer la qualité du français, de mieux intégrer les nouveaux arrivants, d'accroître le soutien aux enfants en difficulté, d'augmenter l'aide et l'encadrement pour les enfants de milieux défavorisés, d'élargir la formation professionnelle et les programmes de recyclage pour les travailleuses et les travailleurs sans emploi. Le secteur de l'éducation des adultes, qui joue pourtant un rôle essentiel pour le raccrochage d'un grand nombre de jeunes, demeure systématiquement négligé. Ce ne sont pas les défis qui manquent. La réduction de la taille des classes, ou le plafonnement du nombre d'élèves, constitue une approche qui a fait ses preuves en Ontario ces dernières années pour accroître la réussite scolaire. L'ajout de ressources professionnelles et techniques, actuellement en nombre trop restreint pour fournir le soutien nécessaire aux personnes présentant des difficultés, s'impose aussi. Pour mieux desservir un peu plus de 1,3 million de jeunes et d'adultes qui fréquentent les établissements d'enseignement, nous avons évalué les besoins à 700 millions, ce qui est l'équivalent d'une injection de près de 15 000 éducateurs en début de carrière (13 %).

Cette somme représente ce qui serait dépensé de plus dans les commissions scolaires du Québec si l'on avait la même dépense par habitant que la moyenne canadienne. À titre de complément d'information, nous pouvons signaler que la dépense globale par élève au Québec, à l'enseignement primaire, affiche un retard de 1 222 \$ en 2004 sur la moyenne des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). À l'enseignement secondaire, le retard du Québec sur la moyenne de l'OCDE s'élevait à 1 104 \$.

3. L'OFFRE ÉDUCATIVE DANS LA RÉGION DES LAURENTIDES

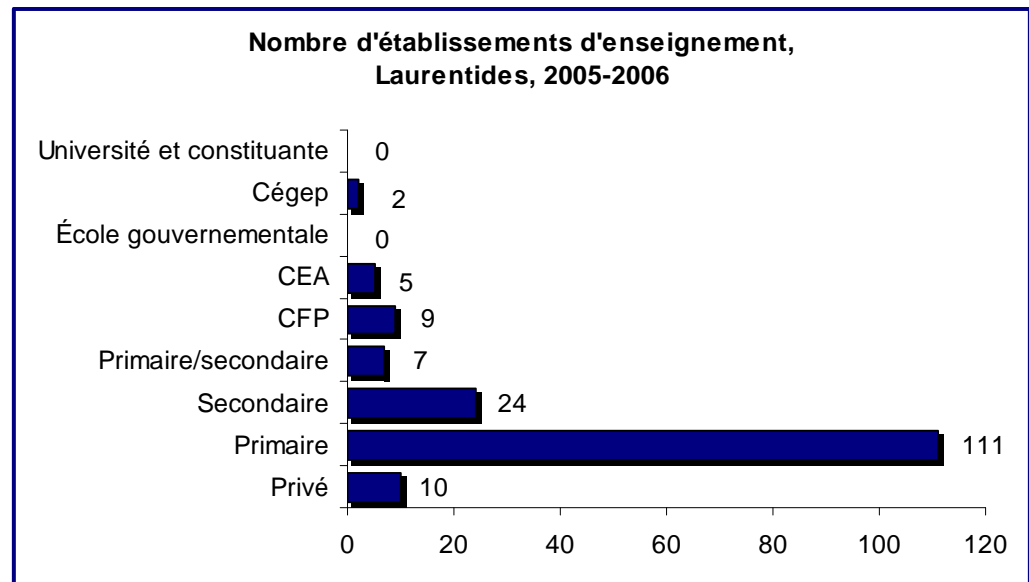
La région des Laurentides compte une grande concentration d'établissements d'enseignement publics primaires et une faible diversité d'établissements, comme l'indique le graphique 7. On y retrouve 111 écoles primaires, 24 écoles secondaires, sept établissements regroupant le primaire et le secondaire, neuf centres de formation professionnelle, cinq centres d'éducation des adultes ainsi que deux cégeps. La région ne compte aucune école gouvernementale.

Compte tenu de son importante population, la région des Laurentides est plutôt mal desservie en termes d'établissements postsecondaires.

Faible diversité

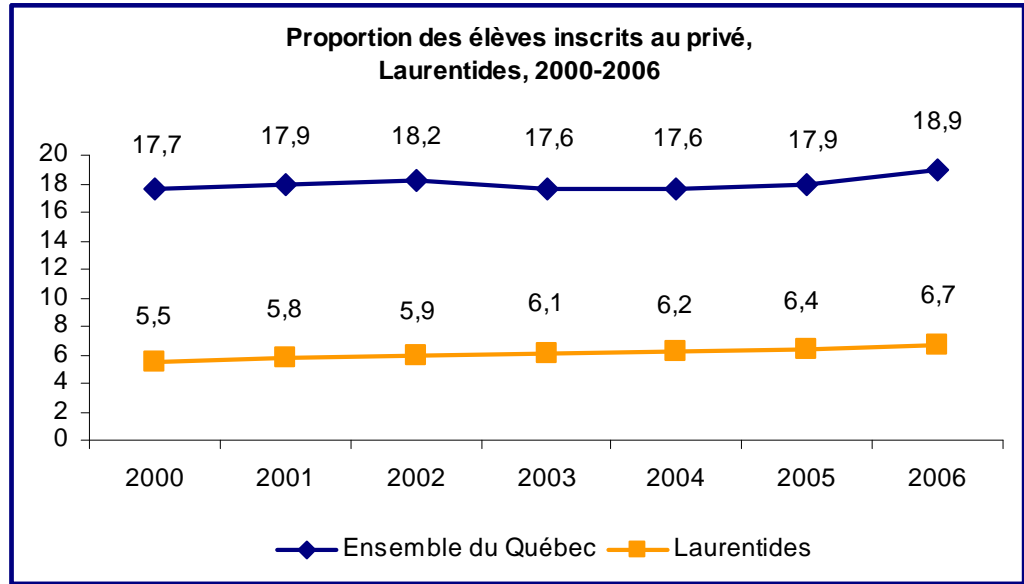
Compte tenu de sa population importante, la région est particulièrement mal desservie en ce qui a trait aux établissements postsecondaires. En effet, la présence de seulement deux cégeps pour une population totale de plus d'un demi-million d'habitants constitue un ratio très faible. De même, aucune université ou constituante n'est établie sur le territoire de la région. Nul doute que cette offre insuffisante a un impact sur les déplacements migratoires au sein de la région, particulièrement au profit du sud de la région.

GRAPHIQUE 7



Source : MELS. Portrait statistique régional de l'éducation (2006). Compilation CSQ.

GRAPHIQUE 8



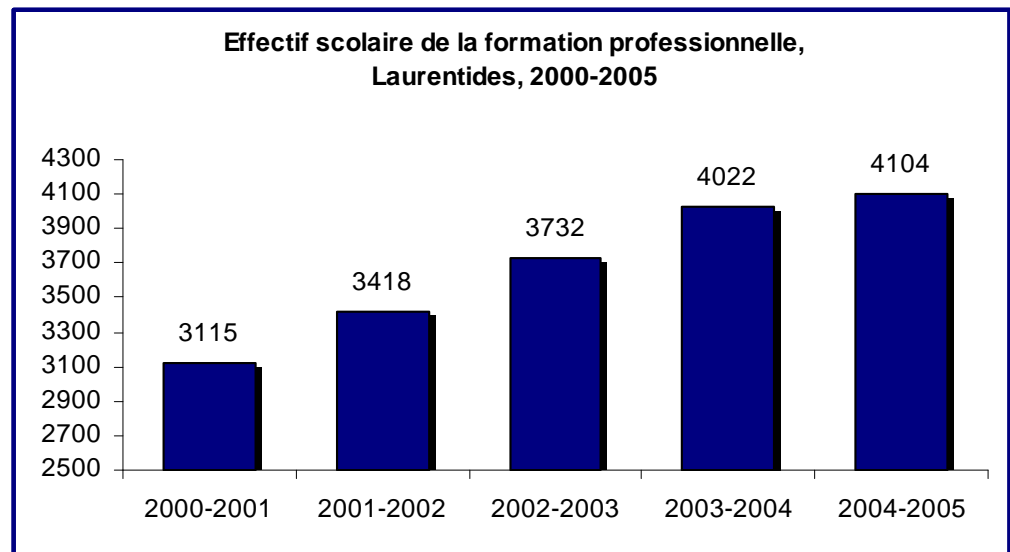
Source : MELS. Portrait statistique régional de l'éducation (2006). Compilation CSQ.

Le graphique 8 nous apprend que la proportion d'élèves inscrits au privé dans la région est nettement inférieure à la moyenne québécoise. De fait, comparativement à l'ensemble du Québec, la proportion d'élèves inscrits au privé est, bon an mal an, près de trois fois moindre. Il faut toutefois comprendre que les chiffres de l'ensemble du Québec sont grandement influencés par ceux de la région de Montréal qui regroupe la moitié de la population du Québec et la majorité des établissements privés.

Par ailleurs, la région connaît aussi une augmentation de la proportion des élèves inscrits au privé. Le rythme d'augmentation suit de façon semblable celui de l'ensemble du Québec. De 2001 à 2006, la proportion d'élèves inscrits au privé a augmenté de 18 %.

4. LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET L'ÉDUCATION DES ADULTES

GRAPHIQUE 9

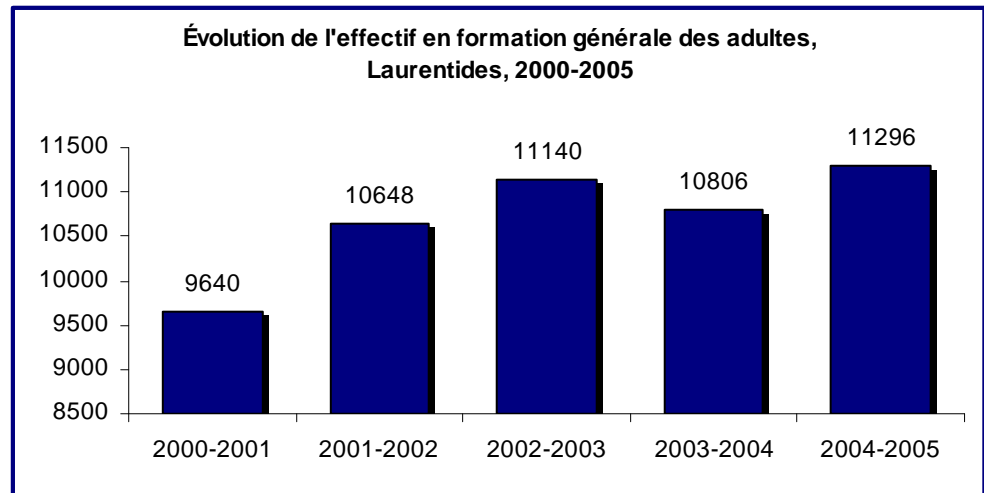


Source : MELS. Portrait statistique régional. Compilation CSQ.

Comme en fait foi le graphique 10, l'effectif de la formation professionnelle est en hausse depuis l'an 2000. En 2005, près de 1 000 élèves de plus se sont inscrits à la formation professionnelle qu'en 2001. Cette hausse représente une augmentation de 31,7 % des inscriptions pendant cette période.



GRAPHIQUE 10



Source : MELS. Portrait statistique régional. Compilation CSQ.

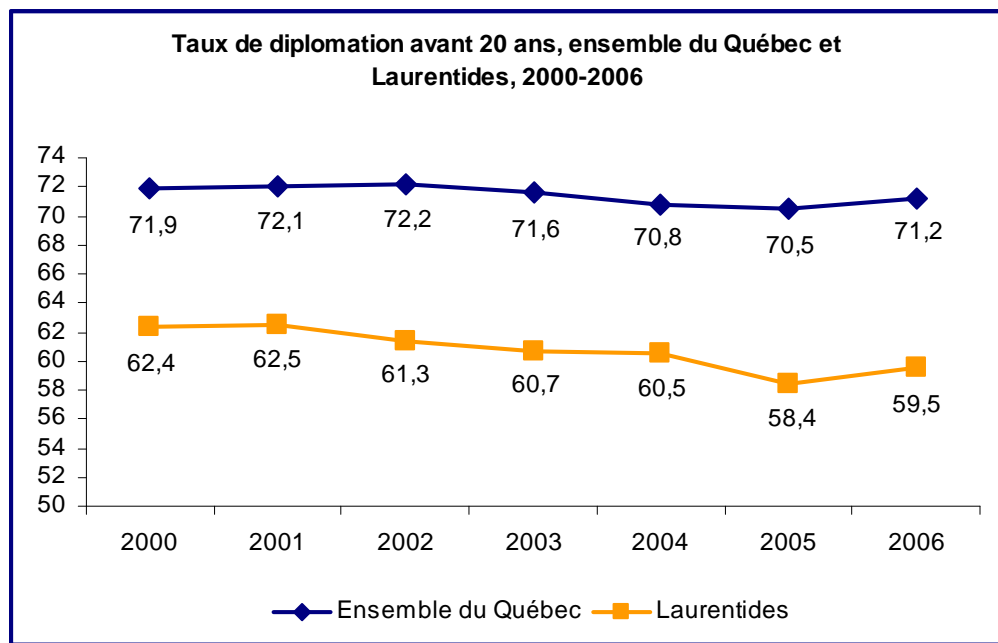
Les cinq centres d'éducation des adultes de la région ont participé à la scolarisation d'une moyenne de 10 706 personnes au cours de la période 2000-2005. La hausse de l'effectif est encourageante. En 2005, on dénombrait 11 296 personnes inscrites à l'éducation des adultes, une hausse de 17,2 % par rapport à la situation prévalant en 2000-2001. Compte tenu de l'étendue de la région des Laurentides et de son importante population, la présence de seulement cinq centres d'éducation des adultes nous apparaît insuffisante. De même, la migration des habitants d'autres régions vers les Laurentides, combinée au vieillissement de la population de la région, risque d'accroître les besoins pour l'éducation des adultes. La région devra être prête à faire face à cet important défi.

5. DIPLOMATION ET DÉCROCHAGE

Les principaux enjeux qui se dégagent de ce portrait statistique ont trait à la diplomation et au décrochage au sein de la région. Les Laurentides obtiennent des résultats très faibles par rapport aux autres régions du Québec. La situation est très problématique.

La région des Laurentides affiche des résultats nettement inférieurs à la moyenne québécoise en ce qui a trait à la diplomation et au décrochage scolaire. Pour ce qui est de la diplomation avant l'âge de 20 ans, le graphique 11 démontre bien que le taux de diplomation avant l'âge de 20 ans diminue depuis l'an 2000 et se retrouvait à 11,7 points de pourcentage en dessous de la moyenne québécoise en 2006.

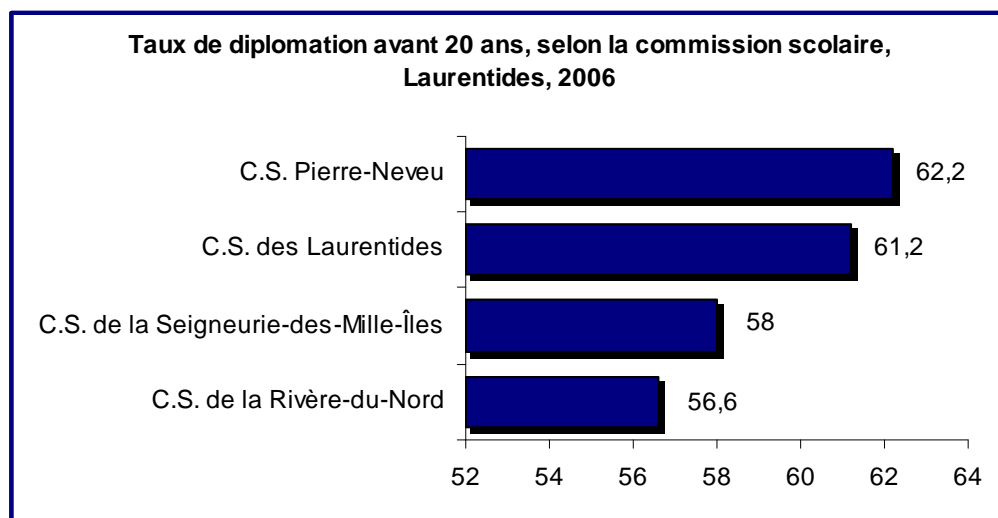
GRAPHIQUE 11



Source : MELS. Compilation CSQ.

Depuis l'an 2000, les Laurentides connaissent une chute du taux de diplomation plus rapide que celui de l'ensemble du Québec.

GRAPHIQUE 12



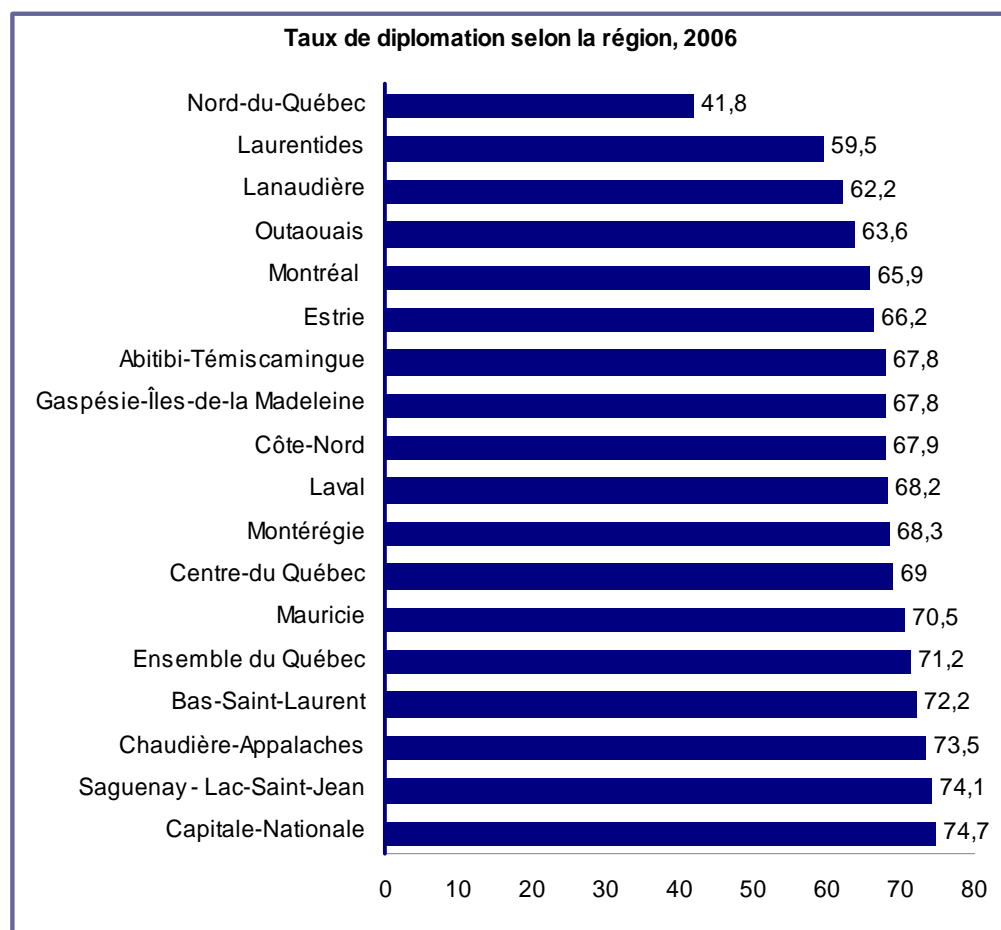
Source : MELS. Compilation CSQ.

Au sein même de la région des Laurentides, on observe des variations importantes du taux de diplomation avant 20 ans. Ainsi, la Commission scolaire Pierre-Neveu affiche un taux de diplomation de 62,2 % alors qu'à l'autre extrémité, la Commission scolaire de la Rivière-du-Nord obtient un taux de diplomation de 56,6 %. Tenter de comprendre les fondements de ces différences intrarégionales pourrait être un bon moyen afin d'agir de façon ciblée et concertée à l'amélioration de la situation.

Des différences subsistent entre les quatre commissions scolaires des Laurentides quant au taux de diplomation.

Parmi les 17 régions administratives du Québec, seule la région du Nord-du-Québec obtient un taux de diplomation inférieur à celui des Laurentides.

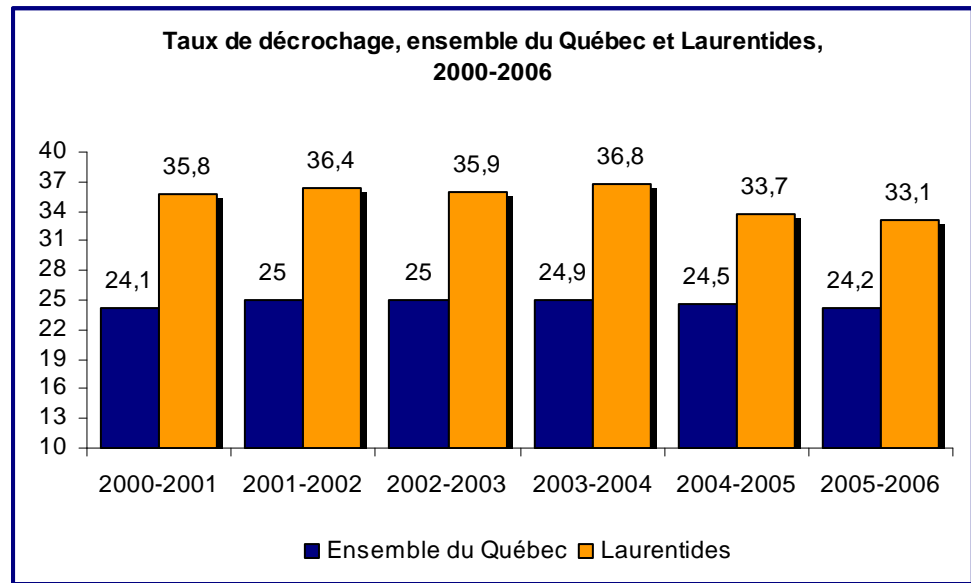
GRAPHIQUE 13



Source : Résultats aux épreuves uniques, 2006. Compilation CSQ.

Parmi les 17 régions administratives du Québec, seule la région du Nord-du-Québec affiche un taux de diplomation inférieur à celui des Laurentides. Le graphique 13 illustre bien que la région des Laurentides figure parmi les 13 régions du Québec ayant un taux de diplomation inférieur à celui de l'ensemble du Québec, soit 71,2 %. Avec un taux de diplomation de seulement 59,5 %, la région accuse un retard de 11,7 % par rapport à cette moyenne québécoise.

GRAPHIQUE 14

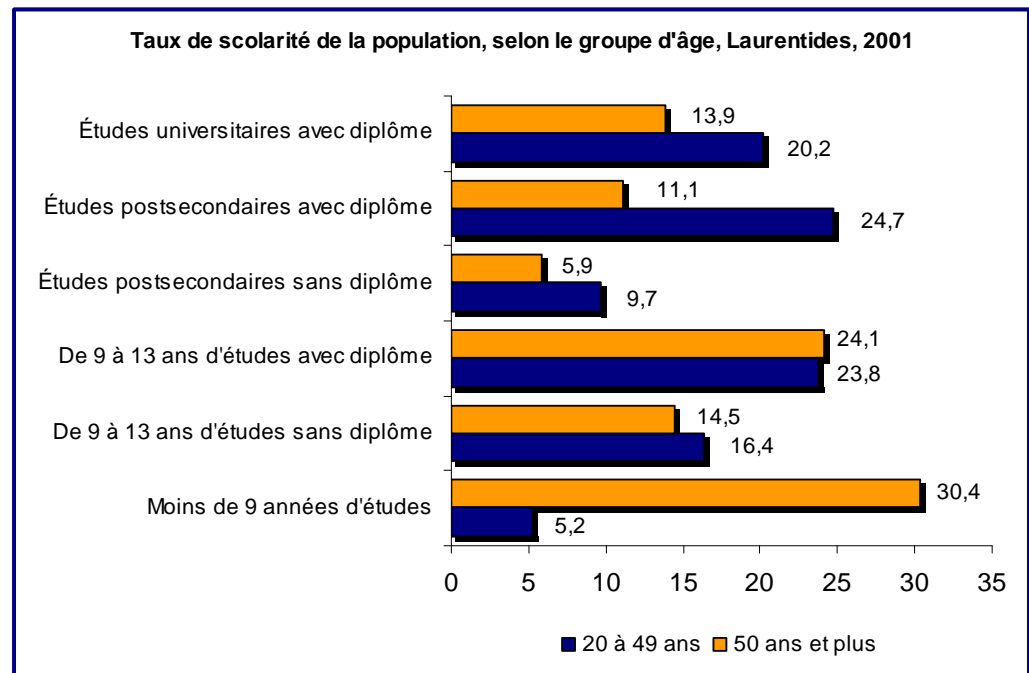


Source : Institut de la statistique du Québec. Compilation CSQ.

En comparaison avec l'ensemble du Québec, les Laurentides affichent un taux de décrochage supérieur à celui de l'ensemble du Québec. Alors que le taux de décrochage du Québec connaît une très modeste diminution, celui des Laurentides tend à s'approcher de la moyenne québécoise. Le taux de décrochage est ainsi passé de 36,4 % en 2001 à 33,1 % en 2006. Beaucoup de chemin reste toujours à faire afin de rattraper la moyenne québécoise que l'on espère également améliorer.

La région des Laurentides affiche un très haut de décrochage. Depuis 2001, elle tend toutefois à rejoindre le taux de l'ensemble du Québec.

GRAPHIQUE 15



Source : MELS. Compilation CSQ.

Le graphique 15 nous permet de constater qu'en ce qui concerne le taux de scolarité, l'avenir s'annonce meilleur pour les Laurentides, puisque les personnes âgées de 20 à 49 ans ont un bien meilleur taux de scolarité que celui des personnes âgées de 50 ans et plus. Ce graphique est aussi éloquent quant au chemin parcouru par le Québec en ce qui a trait à la scolarisation et au taux de scolarité de sa population.

6. LES INITIATIVES DE LA RÉGION DES LAURENTIDES POUR LA RÉUSSITE ÉDUCATIVE

Plusieurs intervenants de l'éducation, dont les syndicats, collaborent afin d'améliorer la réussite éducative des jeunes de la région.

Le Forum jeunesse de la région a eu l'initiative de développer, d'élaborer et de conclure, avec les acteurs concernés, une entente d'envergure sur la réussite éducative dans les Laurentides. En 2004, les Partenaires de la réussite éducative des jeunes dans les Laurentides (PREL) naissent. Le PREL est un organisme à but non lucratif (OBNL) voué à la réussite éducative des jeunes des Laurentides. Le PREL est la résultante d'une entente partenariale entre 14 organismes qui ont choisi d'investir des ressources humaines, matérielles et financières vers un objectif commun : accroître la persévérance scolaire, la réussite éducative, la diplomation et la qualification, en vue d'assurer l'insertion et l'intégration sociales des jeunes.

Pour sa part, la Table interordres des Laurentides est mandatée pour mettre en œuvre les mesures du Plan de rapprochement de la formation professionnelle et technique. Plus précisément, cette Table est chargée d'élaborer un nouveau plan régional d'offre de formation. Nul doute que ces démarches pourraient avoir des incidences tant sur la quantité et la qualité de l'offre de formation que sur les conditions de travail du personnel de l'éducation. Un dossier à suivre.